

APRES LES MASSACRES DE BESLAN, COMMENT SORTIR DE L'IMPASSE TCHETCHENE ?

« Ce qui vient de se passer est un crime terroriste cruel, sans précédent et inhumain. Ce n'est pas un défi pour le président, le parlement ou le gouvernement. C'est un défi pour toute la Russie. Pour tout son peuple ».

V. Poutine, 4 septembre 2004.

Les assassins qui, le 3 septembre dernier, ont froidement massacré dans une école de Beslan plusieurs centaines d'Ossètes n'étaient pas tous tchétchènes, loin s'en faut. Le chef de guerre Chamil Basaiev, dans le texte par lequel il revendique la prise d'otages, a donné l'origine ethnique des membres du commando : « 14 Tchétchènes, 3 Russes, 9 Ingouches, 2 Arabes, 2 Ossètes, 1 Tatar, 1 Kabarde et 1 Gouran », information que le gouvernement russe n'a à ce jour toujours pas confirmée, probablement de peur de provoquer une explosion ethnique au Caucase, voire une nouvelle guerre entre Ingouches et Ossètes. Comment comprendre l'action de ces hommes ? Quelle cause pouvait-elle les pousser à méticuleusement tuer des femmes et des enfants, puis à se sacrifier ? Le parcours politique et religieux de C. Basaiev lui-même, passé en quelques années de la confrérie soufie Qadiri à l'islam le plus dur, est peut-être une partie de la réponse à cette question, tout comme l'attribution par les autorités russes du financement de l'opération à Abou Omar As-Sef, le représentant d'al-Qaïda en Tchétchénie. En fait, si l'islam n'est sûrement pas le seul facteur à l'œuvre dans le conflit tchétchène, il semble difficile de nier la symbolique islamique dont s'entourent depuis plusieurs années déjà les combattants tchétchènes, ainsi que l'apparition dans le conflit de noms d'origine arabe et des références faites à l'histoire du Proche et du Moyen-Orient (« brigades d'Islambouli » dans l'attentat contre les deux Tupolev fin août ; influence des rituels des kamikazes palestiniens sur les « veuves noires » tchétchènes ; mise en scène des preneurs d'otages du théâtre de la Doubrovka, etc.). Plusieurs chefs de guerre tchétchènes ont également arabisé leur nom, comme Basaiev, par exemple, qui se fait désormais appeler « Abdallah Chamil ». Difficile également de nier que l'argent versé par les pays arabes¹, la Turquie, le Pakistan, etc. est l'une des sources principales de cette dérive islamiste et du succès rencontré par les prêcheurs radicaux qui arpentent depuis plus de quinze ans les villes et les villages du Caucase et d'Asie centrale, y gommant peu à peu l'islam traditionnel. Sans y voir forcément autre chose que l'influence d'une liberté de culte désormais autorisée, force est de constater

¹ Le gel par les autorités américaines le 15 septembre des comptes bancaires du fonds de charité saoudien Al Haramain, soupçonné de financer les terroristes tchétchènes et d'entretenir des liens avec Al-Qaïda, a été salué par le ministère russe des Affaires étrangères comme un pas important dans la coopération anti-terroriste entre les Etats-Unis et la Russie.

que l'islam s'étend partout dans l'espace ex-soviétique, de l'Adjarie aux frontières afghanes en passant par la Russie qui, selon des chiffres donnés par Ravil Gainoutdin, le président du Conseil des muftis russes, compte aujourd'hui entre 5000 et 6000 mosquées contre seulement ... 154 en 1991 ! C'est un terreau sur lequel, si le conflit tchéchène venait à perdurer, pourraient pousser de nouvelles générations de combattants islamistes.

On oublie trop souvent, et l'identité des preneurs d'otages de Beslan ne fait que le confirmer, que tous les pays et régions limitrophes de la Tchétchénie sont ou ont été touchés à des degrés divers (zones de refuge ou de passages, trafics d'armes, caches, attentats, etc.) par le terrorisme islamique. Au Bachkortostan, la plus grande république musulmane de Russie, et au Daguestan, les autorités viennent d'expulser des religieux turcs, égyptiens, yéménites et saoudiens qui cherchaient à créer des écoles coraniques et à recruter des combattants, tandis qu'en Ouzbékistan et en Azerbaïdjan, on juge en ce moment même des « Wahhabites » coupables d'attentats. Il n'est pas impensable, enfin, que la persévérance mise par les Russes à se maintenir en Géorgie, alors que leurs intérêts économiques les poussent à se retirer, doit tout autant à leur volonté de contenir le conflit tchéchène, qu'à celle de détourner le traité FCE pour des raisons stratégiques.

Tout cela a déjà été, par d'autres, souvent souligné, mais, à mon sens, cet argent, ces noms et ces symboles montrent surtout combien ce conflit est devenu autre chose qu'une simple guerre d'indépendance nationale telle que pouvaient encore la qualifier feu le président D. Doudaev et son successeur A. Maskhadov.

Immédiatement après la fin dramatique de la prise d'otages, la presse s'est déchaînée contre V. Poutine, rendu unique responsable des tueries. Sans nier les erreurs de jugement du pouvoir fédéral et les exactions des forces armées russes, il faut rappeler que ceux-ci sont loin d'être les seuls acteurs d'un conflit qui demeure très difficile à qualifier : lutte identitaire, ethnique, ou religieuses ? Violences mafieuses ou politiques ? Guerre civile ou guerre de libération ? Face aux multiples services de police et militaires, fédéraux et locaux, aux nombreuses milices privées que l'on qualifie improprement de pro-russes, le camp « tchéchène » forme une véritable nébuleuse : à côté du clan Maskhadov, musulman nationaliste, on trouve pêle-mêle les groupes islamistes de C. Basaiev (*Shahides Riudus-Salikiine* et « *Mejlis-ul-Choura des moudjahidin du Caucase* »), les membres de la « Légion arabe » d'Omar Ibn al Khattab, un saoudien tué par les Russes en avril 2002, les clans des autres chefs de guerre, vivants ou morts, (Oumarov, Guelaiev, Oudougov, etc.), etc., tous doués d'une autonomie propre. Ces hommes viennent d'un peu partout, des républiques musulmanes de Russie, d'Asie centrale, des pays arabes, de Turquie, etc. On les a vu combattre aux côtés des Talibans et en Bosnie... Mais cette nébuleuse compte également de multiples groupes mafieux, qui se mêlent parfois aux premiers, et dont les ramifications s'étendent aux mafias turques, abkhazes, géorgiennes, russes, etc. Ces groupes sont si disparates, si peu unis,

si mus par des objectifs différents, que j'ai le plus grand mal à les qualifier d'indépendantistes servant la cause d'un hypothétique « peuple tchéchène ».

La Russie est aujourd'hui un pays en guerre et pas seulement dans son Sud-Caucase. En 2003, selon le ministère russe de l'intérieur, 561 actes terroristes ont été perpétrés en Russie contre 32 « seulement » en 1997. Ils ont tué plus de 200 personnes et en ont blessé quelque 600 autres. A 90% ils étaient liés au conflit tchéchène. L'année 2004, loin d'être encore achevée, a déjà battu ce triste record : après les attentats de ces dernières semaines et la soixantaine d'autres qui les a, officiellement, précédés, le nombre de victimes a très largement dépassé le millier, puisque l'on compte, au bas mot, 450 morts et 800 blessés !

Ainsi, les thuriféraires du « courageux petit peuple tchéchène » victime du monstre russe, position qui, somme toute, n'est guère autre chose que le classique schéma de la lutte des classes de jadis plaqué sur un conflit qui, par sa complexité, n'a probablement pas d'équivalent dans le monde, ceux-là devraient tout de même relire l'histoire locale. Ils se souviendraient ainsi de l'opposition du président Doudaev à la résolution votée en mars 1993 par le parlement tchéchène, qui aurait pu mener à l'intégration pacifique de la petite république dans la Fédération russe, mais qui au contraire conduisit à la guerre civile, poussant Moscou à intervenir en décembre 1994. Ils se souviendraient aussi des combats de l'été 1998 entre factions tchéchènes ; des attaques de C. Basaiev d'août et de septembre 1999 contre le Daguestan, qui firent des dizaines de morts et poussèrent 32.000 personnes à quitter brusquement leurs villages et leurs maisons. Ils n'oublieraient pas, enfin, que les victimes de Beslan sont presque toutes ossètes, comme ailleurs elles étaient ingouches, daghestanaises et tchéchènes et non pas seulement russes, et qu'à Beslan comme ailleurs, ces morts et ces blessés étaient dans leur grande majorité des femmes et des enfants.

Le conflit tchéchène est depuis plusieurs années doué d'une dynamique propre que plus rien ne semble pouvoir arrêter. Avec qui les autorités russes pourraient-elles en effet parlementer ? Avec l'ex-président Maskhadov ? Allons donc ! Depuis la date de son élection en janvier 1997, Maskhadov n'a jamais été capable de contrôler la Tchétchénie, allant même jusqu'à s'allier avec C. Basaiev, dont il fait en juillet 2002 son chef des opérations militaires, pour chercher à contrebalancer l'influence des autres chefs de guerre comme Rouslan Guelaiev ou Khounkar-Pacha Israpilov. Il faut être naïf pour penser qu'une Tchétchénie devenue indépendante et débarrassée des soldats russes deviendrait sur le champ un havre de paix. Bien au contraire, cette indépendance serait un blanc-seing donné à toutes les forces radicales ultra violentes à l'œuvre aujourd'hui sur le territoire de la petite république caucasienne. L'histoire immédiate en témoigne d'ailleurs. La Tchétchénie, *alias* Ichkérie, a été *de facto* indépendante pendant trois ans à partir de 1996, date des accords de Khasaviourt, sans que pour autant ne cesse la lutte entre groupes tchéchènes rivaux et que les mafias

n'en profitent pour propager dans toute la région le commerce des armes, des êtres humains², de la drogue, etc.

Malgré son désir évident d'en finir avec cette guerre, Poutine n'a sur place personne à qui remettre le pouvoir et capable d'imposer la paix. Encore moins aujourd'hui après cet attentat qui semble avoir polarisé sur les Tchétchènes toute la haine des Russes, quelque soit leur origine ethnique. Et c'est bien là le drame de ce conflit : il n'a plus ni bornes, ni morales ni physiques, et aucun de ses acteurs n'est assez puissant pour y mettre fin. La guerre tchétchène est la gangrène de la fragile démocratie russe : l'opinion publique semble à nouveau pousser le pouvoir vers la fermeté envers les terroristes, alors qu'il y a peu elle appelait de ses vœux la paix ; Poutine vient d'annoncer - ce que Jirinovski demandait - une réorganisation des services spéciaux qui leur donnera encore plus de pouvoir ; de son côté, la Douma s'appête à voter des fonds spéciaux pour accroître la sécurité ; D. Rogozin, le leader du parti ultra nationaliste Rodina (La Patrie), exige la démission du gouvernement ; Russie Unie, le parti du Kremlin, exclut, comme le président, tout accord avec « *des tueurs d'enfants* » et « *des bâtards* », et il n'est pas jusqu'à l'aimable association Comité-2008, qui se veut une vitrine parfaite de la démocratie, qui ne dénonce « *la faiblesse du gouvernement face à la terreur* ».

La Russie n'est pas abattue certes, mais pour la première fois, le pouvoir de V. Poutine a été fortement ébranlé et il n'est pas sûr que les scénarios qu'il vient de révéler pour combattre le terrorisme puissent lui redonner un peu de sa superbe. Né du conflit tchétchène, le président pourrait être emporté par les affres de sa folie. La Russie se trouve aujourd'hui face à un dilemme : comment terminer cette guerre, empêcher qu'elle ne pousse les ethnies caucasiennes les unes contre les autres, les forces russes à encore plus de violence ? Comment faire en sorte qu'elle ne déborde pas sur la Géorgie, l'Azerbaïdjan, sur tout le sud de la Russie, attisée encore par l'inimaginable corruption qui l'un des autres facteurs expliquant sa pérennité ? Comment empêcher que les lobbies nationalistes à Moscou ne se lancent dans la surenchère ? Mais comment ne pas frémir aussi, face à l'inconsistance et à l'immaturité des partis politiques russes, à l'idée de ce qu'il adviendrait de la Fédération – et donc de nos relations avec elle - si Poutine venait à disparaître subitement ?

Manuscrit clos le 20 septembre 2004

Cyrille Gloaguen,
Institut Français de Géopolitique
(Université Paris VIII)
gloaguen@hotmail.com

² Entre 1995 et 1999, le commerce des prises d'otages s'est ainsi accru de 310%. Selon des chiffres officiels du ministère de l'Intérieur russe, en 2003, 854 personnes ont encore été enlevées dans le seul district fédéral Sud, font 605 en Tchétchénie. Comme ailleurs dans le Caucase, la plupart des enlèvements n'est toutefois pas signalée à la police de peur de représailles.

La politique anti-terroriste russe en Tchétchénie

Contrairement à une idée bien ancrée, Moscou n'a jamais cessé de chercher une solution pacifique au conflit. La politique fédérale a d'abord ressemblé à un jeu de chaises musicales, Poutine cherchant avec difficulté à placer à la tête du super district fédéral Sud, de la Tchétchénie et de l'Ingouchie et de l'état-major en charge des opérations les hommes providentiels capables d'enrayer la mécanique terroriste. Sur le plan militaire, à partir de 2003, une fois le corps de bataille tchétchène désarticulé, les armes lourdes de l'armée de terre ont laissé place aux commandos spéciaux du ministère de l'Intérieur (MVD) et du FSB. Deux grandes unités ont été formées et affectées au seul théâtre tchétchène (la 42^{ème} division de fusiliers motorisés (ministère de la Défense) et la 46^{ème} brigade du MVD), tandis qu'était annoncée, mi-2004, la création d'un centre anti-terroriste, à même de coordonner l'ensemble des forces engagées, et celle d'un régiment spécial du ministère de l'intérieur chargé de pourchasser les terroristes sur tout le territoire russe. Parallèlement le gouvernement russe a tenté, avec peu de succès, il est vrai, à réformer les tribunaux militaires pour tenter de mettre fin à l'impunité des militaires sur place. Poutine s'est ensuite lancé en 2003 dans une politique de « tchétchénisation » du conflit, tout d'abord, en faisant élire président A. Kadyrov, puis en autorisant le vote d'une constitution locale, en poussant au retour les réfugiés et en mettant en avant les unités tchétchènes pro-russes dans les opérations de maintien de l'ordre. L'amnistie a également été offerte aux rebelles acceptant de cesser le combat et de coûteuses opérations de rachat d'armes lancées. Enfin, des rumeurs font aujourd'hui état d'une prochaine signature d'un accord de séparation des pouvoirs entre Grozny et Moscou. L'arrivée de Kadyrov au pouvoir a également été l'occasion de contacts poussés avec l'Arabie Saoudite et le Pakistan pour qu'ils mettent fin au versement aux terroristes tchétchènes de l'argent des quêtes.

Fin 2003, en reconnaissant que le terrorisme trouvait aussi sa source dans la situation socio-économique dramatique du Sud Caucase, le Kremlin a sévèrement critiqué les détournements des importantes sommes versées au développement de la région. La récente nomination de D. Kozak, un membre du cercle intime de Poutine, à la tête de la Commission fédérale spéciale qui vient d'être créée et du district fédéral sud, permettra peut-être de résoudre le problème. La Cour des comptes prépare également, de son côté, un plan de création dans la petite république d'une zone économique spéciale et de développement de l'industrie pétrolière locale. Pourtant, la politique coercitive semble, après les massacres de Beslan, avoir retrouvé une certaine énergie. Poutine évoque à présent des actions préventives, jusque y compris à l'étranger, tandis que le budget antiterrorisme des ministères de forces sera en 2005 augmenté de 160 milliards de roubles (5 milliards de \$). C.G.

Le terrorisme va-t-il faire de Poutine un dictateur ?

Le projet de modification de l'élection des exécutifs des régions, présenté le 13 septembre dernier par V. Poutine, loin d'être une nouveauté n'est en fait que la continuation de la lutte menée par le président russe depuis son élection en 2000 pour imposer aux 89 sujets de la Fédération la primauté de la loi fédérale et diminuer la puissance des gouverneurs. Quant au projet de suppression du scrutin de circonscription pour l'élection des députés, il a en fait été présenté dès la fin août par la Commission électorale fédérale. Toute la question est de savoir si Poutine osera aller contre le jugement du 18 janvier 1996 de la Cour constitutionnelle, qui statuait que les chefs des exécutifs des régions ne peuvent être élus qu'au suffrage universel direct, en jouant, par exemple, de l'article 88 de la Constitution qui lui donne le droit de déclarer « l'état d'exception » en cas de menaces graves. Le président a déclaré après les massacres de Beslan que l'on venait de déclarer la guerre à la Russie. Doit-on voir dans cette déclaration un signe que Poutine va durcir le caractère autoritaire de son régime et passer à l'acte ? La vision poutinienne du fédéralisme est visiblement très marquée par le soviétisme. Il veut aussi effacer toute trace de la politique de traités de délimitation des compétences et de délégation des pouvoirs aux régions menée par Eltsine qui a failli conduire à un éclatement sinon *de jure* du moins *de facto* de la Fédération. Sans aller jusqu'à la guerre comme la Tchétchénie, certains sujets sont allés très loin dans leur volonté d'indépendance ou d'autonomie. En fait, le premier coup porté à la démocratie en Russie n'est pas venu de V. Poutine mais des gouverneurs eux-mêmes, du moins des plus puissants d'entre eux, comme le maire de Moscou ou le président tatar, M. Chaïmieiev, qui ont sous la pression obtenu un 3^{ème} mandat quand la loi les limitait à deux. Certaines république, le Daghestan, par exemple, ont aussi conservé le droit de faire élire leur président par les conseils d'Etat locaux. Ailleurs, comme en Ingouchie ou en Tchétchénie, les élections ont été manipulées pour que soit élu un affidé du Kremlin.

V. Poutine n'a jamais abandonné l'idée que la politique devait être faite depuis Moscou et que les gouverneurs ne devaient être que de simples relais de son pouvoir. Pour atteindre ce but, cette « verticale du pouvoir », le président a emprunté des chemins détournés depuis la création, inutile, des 7 super districts fédéraux à la réforme du Conseil de la Fédération du 5 août 2000 qui introduisait l'élection du représentant de l'assemblée régionale par cette dernière et celui de l'exécutif régional par le gouverneur. Cette réforme, si elle n'a eu que peu d'influence sur la mise au pas des exécutifs de région, a toutefois fait perdre aux gouverneurs et aux chefs des assemblées régionales leur immunité parlementaire, les exposant ainsi aux enquêtes anti-corruption, subterfuges dont Poutine est un grand amateur.

Autre méthode, celle qui a consisté, là aussi avec peu d'effet, à impliquer les gouverneurs dans la vie politique de la Fédération par la création, en septembre 2000, d'un Conseil d'Etat, ou à paralyser leur action via le montage de toutes pièces du parti Russie Unie. Dans les faits, le parti s'est surtout révélé être un outil entre les mains des grands gouverneurs leur permettant d'influer sur la politique d'un président incapable de gagner une élection sans leur aide. Ce n'est pas sans raison que Poutine vient d'annoncer son intention de supprimer le scrutin uninominal majoritaire à un tour qui leur donne justement le moyen de peser dans Russie Unie. La réforme de la répartition des impôts entre Centre et régions a eu plus d'effet pour

mettre au pas les régions, ainsi que celle du Conseil de la Douma du 29 décembre 2003 qui a donné à son président et à ses adjoints, aujourd'hui tous membres de Russie Unie, un poids décisif lors des votes de l'assemblée. On aurait tort de voir dans les propositions de Poutine un quelconque désir de se transformer en dictateur. Le président veut imposer un développement économique équilibré de la Fédération, développement freiné par les politiques partisans et obtuses de beaucoup de gouverneurs et par le découpage territorial ubuesque hérité de l'URSS. C'est la même logique qui le pousse à reprendre le contrôle des groupes pétroliers et gaziers. Il veut également détruire la corruption qui représente sans doute aujourd'hui le principal danger contre les institutions démocratiques de la Fédération.

Quoiqu'il en soit, V. Poutine semble vouloir agir dans l'urgence car une proposition de loi de modification de l'élection des exécutifs locaux pourrait être présentée devant la Douma dès novembre. Critiquée par la plupart des partis d'opposition, elle est soutenue par les gouverneurs les plus puissants qui y voient peut-être un moyen de gagner le 4^{ème} mandat que leur refuse la Constitution ! C.G.

www.paris-berlin-moscou.org